



Sociologie de l'action publique

Lascoumes P. et Le Galès P., A. Colin, 2007

Les effets des lois sur la décentralisation et sur la déconcentration de l'Etat, l'avènement d'une Europe politique interventionniste, la dépendance vis-à-vis des relations internationales auraient pu donner à penser que l'on s'acheminait vers un relatif désengagement de l'Etat central. Ce que rappelle à juste titre cet ouvrage c'est non seulement son omniprésence dans l'action politique mais aussi la quasi injonction qui lui est faite de s'investir, à plus ou moins juste titre, dans tous les champs du social (emploi, chômage, banlieues, personnes sans-abri, OGM, nanotechnologie, etc.).

Pour les auteurs, le contexte d'une recherche sociologique s'inscrit dans une triple « démythification » de l'Etat, par la prise en compte du fait que tout volontarisme politique est de l'ordre d'une mise en scène, que l'Etat homogène et impartial est un mythe tout comme les prises de décisions qui seraient rationnelles et adaptées. Ainsi débarrassé d'une vision hiérarchique et hiératique de l'Etat, il convient de centrer la recherche sur l'action politique concernant les formes de l'articulation entre une régulation politique et une régulation sociale et entre ce qui relève de la maîtrise des politiques publiques et ce qui lui échappe. A partir de cette inscription les auteurs soulignent l'importance d'une approche sociologique de l'action politique en rappelant qu'historiquement ce type d'objet fut investi par des auteurs comme Durkheim (sociologie de la norme), Weber (sociologie de la bureaucratie), Boudon (individualisme méthodologique), Bourdieu (sociologie de la domination), etc. Ceci n'exclut en rien les disciplines comme le droit, l'économie, l'histoire. Dans une perspective élargie, l'analyse des actions politiques doit dépasser les approches se focalisant uniquement sur « la mise en œuvre » des politiques publiques, prendre avec circonspection les approches positivistes sur l'« efficacité publique » et enfin tenir compte de la dimension culturelle dans l'« appropriation » des actions politiques. Ce qui reste primordial, c'est de considérer l'« espace social » de l'action politique dans toutes ses dimensions lorsque cette action soulève des problèmes de mobilisation, d'enjeux, d'acteurs, d'expertise, de soutiens, d'actions collectives, etc. Les auteurs insistent aussi sur l'importance d'une analyse des élites politiques et administratives si l'on tient compte d'un certain nombre de faits majeurs comme la fragmentation de l'Etat, l'illusion d'un intérêt général, la puissance de groupe d'intérêt, les différentes recompositions de ces mêmes élites. Il faut noter aussi que la légitimité et la domination politiques doivent beaucoup aux petits groupes publics ou privés formels ou informels (intérêt particuliers, lobbies).

Au terme de cet ouvrage, il reste une question fondamentale : qu'elles sont les limites à l'intervention et à l'action de l'Etat ? Avant toute réponse, il importe d'éviter la confusion entre ce qui relève du fait social, de l'intérêt collectif et d'une possible réalité politique. Il ne s'agit pas d'avoir une vision réifiée de l'Etat, mais de comprendre la complexité de ses engagements à travers la décentralisation et les transferts de compétence, l'émergence d'une société civile éclairée, l'avènement de nouveaux acteurs institutionnel (Europe, l'interrégionalisme européen, OMC, etc.). L'Etat change et a changé. Son action, au-delà d'une traditionnelle prise en compte des enjeux sociaux, de l'accompagnement d'un ordre social, de la régulation des différentes formes de conflits, de la responsabilité de l'intégration des groupes sociaux, doit modifier les moyens et les paramètres de sa « gouvernance » malgré les attentes et hétérogénéité de ces attentes.